

Lettre du Cens

n°11

NOVEMBRE 2019 • TRIMESTRIEL • CENTRE NANTAIS DE SOCIOLOGIE

Edito

Cette nouvelle année universitaire a démarré pour le CENS sous le signe à la fois de la satisfaction et de l'inquiétude. Nous accueillons en effet une nouvelle chercheuse CNRS, Margot Delon, spécialiste de sociologie de l'immigration et de sociologie urbaine, et un nouveau gestionnaire administratif, François Jouet. Notre laboratoire se développe, consolide ses forces et nous nous en réjouissons ! Plusieurs doctorant-e-s nous rejoignent aussi : Anaïs Hachet, Maïmouna Dramé, Antoine Ferro, Marick Fève, Saskia Meroueh, auquel-le-s nous souhaitons la bienvenue ! Quant à l'inquiétude, elle est née de l'annonce de la suspension du projet d'i-site NEXT suite au refus de l'École Centrale de voter les statuts de la NU. Après avoir consacré du temps à échanger entre nous puis avec nos collègues d'autres disciplines au sein du pôle Sociétés concernant la place réservée aux représentants de la recherche et à la démocratie universitaire dans la gouvernance de la NU et à rencontrer les responsables de NEXT, nous voilà plongés dans une situation de grande incertitude. Quelle place pour la recherche en sciences sociales dans les scénarios qui s'esquissent ? On ne peut s'empêcher de penser au précédent de l'UBL, nouvelle entité d'excellence aussitôt faite aussitôt défaite. Inquiets donc et en attente de réponses à nos questions, nous n'en continuons pas moins à contribuer activement à l'essor de notre laboratoire et de la recherche en sociologie comme en témoigne l'organisation, en partenariat avec l'ASLIF, d'un colloque international de sciences sociales « Penser les frontières, passer les frontières » qui se tiendra à Nantes les 12, 13 et 14 décembre prochains. À cette occasion, nous aurons le plaisir d'accueillir 123 chercheur/s-e-s français-e-s et étranger-e-s, dont Miriam Ticktin, anthropologue à la New School of Social Research à New York, qui s'intéresse à la relation entre l'« innocence » et la politique et aux recompositions de l'action humanitaire.

Marie Cartier, Baptiste Viaud

Publications

Olivier Masclet, Séverine Misset, Tristan Poullaouec

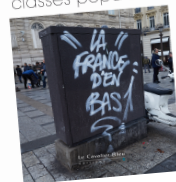
La France d'en bas ? Idées reçues sur les classes populaires, Paris, Le cavalier bleu, 2019, 198 p.

On entend souvent que la société française se serait « moyennisée », provoquant la disparition pure et simple des classes populaires qui, soit auraient accédé à la classe moyenne, soit auraient été rétrogradées parmi les « pauvres »...

Or, si les classes populaires ont effectivement changé depuis la désindustrialisation des années 1970, elles continuent bel et bien d'exister et les idées reçues à leur sujet ne manquent pas. Reléguées dans la France périphérique, les classes populaires se vautreraient dans la consommation de masse, s'abêtiraient devant la télé et le foot, seraient réacs, sexistes, racistes, voteraient pour l'extrême droite et auraient pour rêve ultime l'achat de leur pavillon...

Cet ouvrage, écrit par les meilleurs chercheurs et chercheuses, dépasse ces clichés et dresse un portrait documenté de ces classes populaires qui subissent de plein fouet la montée des inégalités.

La France d'en bas ?
idées reçues sur les
classes populaires



www.cens.univ-nantes.fr

Sommaire

Actualités sensationnelles

Nouveau chercheur : Romuald Bodin.....	p. 2
Interview de François Jouet.....	p. 2
Le projet SWAG.....	p. 3
Deux chercheuses en délégation CNRS ...	p. 3

Zoom sur les jeunes chercheurs

Antoine Ferro.....	p. 4
Anaïs Hachet.....	p. 4
Marick Fève.....	p. 5
Saskia Meroueh.....	p. 5

Interview de Martine Mespoulet ...

p. 6

Publications.....

p. 7

Agenda

p. 8

Comité éditorial

Directrice, directeur de publication

Marie Cartier, Baptiste Viaud

Comité de rédaction

Marie Arbelot, Marie Charvet, Martin Manoury, Sophie Orange, Johanna Rousseau

Secrétaire de rédaction et réalisation

Laurence Tual-Micheli

Contributions à ce numéro

R. Bodin, F. Darbus, A. Ferro, A. Hachet, M. Fève, F. Jouet, C. Ledoux, J. Mengneau, S. Meroueh, M. Mespoulet

CENS

Chemin de la Censive du Tertre, 44312 NANTES Cedex 3

cens@univ-nantes.fr



UNIVERSITÉ DE NANTES





Nouveau chercheur au CENS

Romuald Bodin rejoint le CENS en tant que professeur à l'UFR de sociologie de l'université de Nantes.

Après un double cursus en sociologie et philosophie à l'université de Poitiers, Romuald Bodin réalise une thèse de sociologie à l'EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris) sous la direction de Rémi Lenoir et Bertrand Geay. Celle-ci portait sur les trajectoires, la formation et les pratiques professionnelles des éducateurs spécialisés.

En 2009, il est nommé sur un poste de maître de conférences en sociologie à l'université de Poitiers, rattaché pour l'enseignement à l'ESPE Poitou-Charentes et pour la recherche au laboratoire GRESCO. Il intègre alors l'équipe de coordination du master IPHD (Inclusion et Participation – Handicap, Difficultés, Dépendance).

Suite à ce recrutement, ses recherches se sont réorientées dans deux directions. D'une part, une série de travaux s'est attachée à analyser les trajectoires des étudiants au sein des universités, et tout particulièrement celles de ceux que l'on dit en « échec » ou en « abandon ».

Plus largement, il a cherché à mieux comprendre le fonctionnement du système universitaire et le rôle de cette institution dans la dynamique d'ensemble de l'enseignement supérieur. Dans ce cadre, il a engagé plusieurs projets en collaboration, notamment avec Mathias Millet, Émilie Saunier et Sophie Orange¹, et coordonne actuellement, avec les deux premiers, une recherche financée (ANR IDEFI) sur les conditions de travail et les pratiques d'enseignement des enseignants à l'Université.

D'autre part, une seconde série de recherches s'est intéressée au « handicap » et à son institutionnalisation. Ce nouveau champ d'investigation a permis à Romuald Bodin, qui accorde une place de plus en plus importante à la sociologie des institutions dans son travail, de prolonger la question, posée dans ses recherches sur l'Université, du rôle des institutions dans la construction et la régulation des biographies. Mais il a aussi permis d'élargir l'analyse aux relations complexes entre le social et le biologique, entre corps social et corps biologique.

C'est autour de ce second champ de recherche que s'est construite son Habilitation à Diriger des Recherches (HDR)², coordonnée par Vincent Dubois à l'université de Strasbourg et soutenue en octobre 2017.



¹ R. Bodin, S. Orange, L'Université n'est pas en crise. Les transformations de l'enseignement supérieur : enjeux et idées reçues, Bellecombres-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2013.

² Le second tome de cette HDR est à l'origine de l'ouvrage : R. Bodin, L'institution du handicap. Esquisse pour une théorie sociologique du handicap, Paris, La Dispute, 2018.

Interview de François Jouet

François Jouet a rejoint le CENS en septembre, en tant qu'adjoint administratif. Il présente son parcours et ses débuts au laboratoire en répondant aux questions de Johanna Rousseau.

- Quels sont ton parcours de formation et ton parcours professionnel ?

Après un bac technico-commercial, j'ai validé ma première année de psychologie. Au cours de ma seconde année de DEUG, alors que je travaillais en faisant mes études, j'ai choisi la vie active. À l'époque j'étais animateur sportif dans les quartiers à Angers. Je suis resté dans l'animation socioculturelle pendant sept ans, puis j'ai déménagé en Bretagne où j'ai travaillé neuf ans en intérim, principalement dans des missions tertiaires.

De retour à Angers, j'y ai intégré l'université comme contractuel sur des postes très variés et dans différents services et UFR : logistique, reprographie, maintenance. Par la suite, j'ai travaillé cinq ans pour l'école d'ingénieurs Polytech Istia, notamment comme gestionnaire de stage pendant deux ans. J'avais un poste très varié, logistique d'événements, communication... Titularisé en 2017 via un concours, j'ai ensuite collaboré un an au SUAPS lors de l'année universitaire 2018-2019 sur un poste administratif avant d'intégrer par le biais d'un autre concours l'université de Nantes le 2 septembre 2019.

- Quelles sont tes missions au sein du CENS ? Comment vous répartissez-vous le travail avec Johanne Palomba ?

Je suis gestionnaire de laboratoire et je réponds aux demandes du laboratoire avec Johanne pour la partie financière, achats, ordres de mission, gestion des transports. J'assure aussi l'accueil du laboratoire ce qui permet à Johanne de traiter les dossiers de fond (retour de missions, conventions...). Je participe en équipe à l'organisation des événements.

- Quelles sont tes premières impressions sur le travail dans un laboratoire de recherche et sur la sociologie ?

J'ai un nouveau métier à apprendre en ce qui concerne la partie comptable et financière et depuis le 2 septembre j'ai la chance de faire des formations pour me permettre d'être rapidement opérationnel. Cela ne fait que quelques semaines que je suis au laboratoire ; les gens m'ont très gentiment accueilli et j'ai la chance d'avoir Johanne comme collègue, qui est à la fois disponible et amicale. Pour la sociologie je n'ai pas assez de recul en si peu de temps.

SWAG : Student Work Wellbeing Affiliation and Gains of belonging

Le projet SWAG, lauréat de l'appel à projets « Expérimentez ! Innovations pédagogiques » de l'I-Site NEXt, et co-financé par le Pôle Sociétés, la faculté de droit et de sciences politiques, l'IAE, l'UFR d'odontologie, l'UFR de sociologie et le CENS, s'intéresse aux pratiques pédagogiques et à l'ajustement des dispositifs d'enseignement aux profils et aux attentes des nouveaux étudiants. Ce programme hybride entre la pédagogie et la recherche est porté par Sophie Orange (coordinatrice scientifique) et Juliette Mengneau (post-doctorante).

Ce projet s'inscrit dans la continuité d'une première expérimentation de recherche menée en 2018-2019 auprès des étudiants de première année de l'IAE et de la faculté de droit, et portant sur les pratiques de travail et l'appropriation de la méthodologie universitaire. Dans le cadre de ce nouveau dispositif, il s'agit non seulement de pérenniser l'enquête initiale mais aussi d'inclure une visée pédagogique en associant à la recherche les étudiants de l'UFR de sociologie, de la licence 1 jusqu'au master 2. L'objectif principal est de leur permettre de mieux saisir les attendus de leur formation et les compétences qui y sont développées en les faisant participer à des diagnostics et des enquêtes réels, soutenus par leurs enseignants, des tuteurs pédagogiques et l'ingénieure de recherche chargée du pilotage du projet.

L'enjeu de ce projet à double entrée est de replacer les étudiants, leurs façons d'être et de faire au cœur de la focale. En investiguant cette année auprès des étudiants de droit, d'éco-gestion, de sociologie et d'odontologie, il s'agit plus précisément de déterminer les conditions actuelles d'apprentissage et de désajustement entre les attendus des étudiants et les formats pédagogiques proposés. L'enquête portera également attention à la qualité de vie des étudiants, aux situations de mal être éprouvées dans le travail universitaire mais aussi dans la démarche professionnelle, ainsi qu'au sentiment d'appartenance à l'institution. Elle devrait ainsi permettre d'éclairer les problématiques d'absentéisme, de désaffiliation face aux études ou encore d'abandon. Le travail de diagnostic se fondera sur le croisement de méthodes qualitatives (observations de cours, entretiens approfondis avec des étudiants et des enseignants) et de méthodes quantitatives (exploitation secondaire de bases de données statistiques, création d'enquêtes par questionnaire *ad hoc*, possiblement longitudinales).

Deux chercheuses en délégation CNRS



Clémence Ledoux est accueillie au CENS dans le cadre d'une délégation CNRS pour un an à compter du 1er septembre 2019.

Elle mène actuellement une enquête par entretiens sur l'eupéanisation du patronat de services à domicile « par le haut » en s'intéressant à l'émergence et l'organisation d'acteurs autour de fédérations patronales représentant

les employeurs de salariées de services à domicile dans plusieurs États membres et au niveau européen. Les patron-ne-s de services à domicile constituent un monde extrêmement diversifié socialement et juridiquement, entre les États-membres mais aussi à l'intérieur de chacun d'eux ; ils connaissent un fort essor aujourd'hui en Europe. Au niveau européen, un organe représentant les entreprises impliquées dans ces services a vu le jour en 2006 suivi d'un autre visant à rassembler tous les acteurs professionnels et experts de ce secteur en 2012. Plusieurs fédérations nationales, récentes ou plus anciennes, sont membres de ces organisations, qui agrègent donc des permanents de l'Europe mais aussi des acteurs nationaux. L'objectif de cette recherche est de comprendre comment l'Union européenne contribue à agréger de nouveaux acteurs *a priori* éloignés du cœur de ses compétences, comment la socialisation à l'Europe cadre leurs pratiques, produisant des phénomènes horizontaux d'imitation, d'émulation, de circulation des savoirs. Il s'agira d'étudier comment le fait d'agir dans le système politique européen conduit ces acteurs à ajuster leurs répertoires d'action, à reformuler leurs problèmes ainsi que la façon de définir et justifier leur intérêt, d'imaginer les personnes qu'ils représentent, et comment ces pratiques façonnent les politiques publiques européennes et les régimes nationaux de services à domicile.

Fanny Darbus est en délégation CNRS au CENS pour le second semestre 2019-2020. Elle se consacrera à une recherche sur « les enjeux de santé au travail dans les très petites entreprises (TPE) » qui a débuté en janvier 2018 dans le cadre d'un appel à projet financé par la DARES.

L'enjeu de cette recherche est d'alimenter le 3e Plan National Santé Travail (PNST3) et en particulier les politiques de prévention en direction des travailleurs des TPE qui, jusque-là, sont peu touchés par ces politiques. Elle s'inscrit dans des contraintes temporelles assez fortes puisque des résultats sont attendus pour septembre 2020. Cette enquête, intitulée SANTPE, est menée avec Fabienne Pavis (Université de Nantes, CENS), Emilie Legrand (Université du Havre, IDEES), Anastasia Meidani (Université de Toulouse, LISST) et Sandrine Caroly (Université de Grenoble, PACTE). Elle part du constat suivant : bien que les connaissances relatives à la santé au travail progressent, elles sont rarement établies à partir du cas des TPE. Or, en dépit d'une grande hétérogénéité, les enjeux de santé au travail sont bien présents dans ces entreprises. En se concentrant sur les secteurs de la coiffure-esthétique, de l'hôtellerie-restauration et du bâtiment, il s'agit de comprendre comment la santé est mise en jeu dans les TPE, tout en s'intéressant aux mécanismes par lesquels les travailleurs préservent et/ou dégradent leur santé dans la réalisation de leur activité de travail.

La délégation CNRS de **Nicolas Roinsard** (cf. Lettre du Cens n°8) est quant à elle renouvelée pour l'année 2019-2020.



Les nouveaux doctorants du CENS

Antoine Ferro



Antoine Ferro intègre le CENS et débute une thèse intitulée « *Réalisons la paix mondiale par le Kosen Rufu. Une étude sociologique sur le renouvellement d'une institution religieuse et de son public* ». Cette recherche sera menée sous la direction de Corinne Delmas et de Lionel Obadia, spécialiste des religions asiatiques.

Le bouddhisme Soka est un nouveau mouvement religieux (NMR) asiatique qui s'est implanté sur le territoire français à partir des années 1980. Cette forme de bouddhisme est gérée par la Soka Gakkai Internationale : une organisation non gouvernementale basée dans la ville de Tokyo qui fédère l'ensemble de ses organisations locales à une échelle globale. Actuellement, ce nouveau mouvement religieux est présent dans cent quatre-vingt-douze pays à travers le monde et compte douze millions de fidèles. Le contrat proposé par ce NMR et sa communauté au néophyte est simple : en l'échange d'un « engagement libre » dans un ensemble de préceptes proposés, ce dernier pourra « purifier son karma » et « obtenir des bonheurs terrestres ». La récitation du mantra « *Nam Myōhō Renge Kyō* » permettrait en effet de « créer des bienfaits » et d'obtenir toutes sortes de gratifications. Porté par la

bouddhamania ayant atteint l'Europe Occidentale à partir des années 1990, ce bouddhisme a connu en France un essor remarquable jusqu'à ce qu'un rapport parlementaire en date du 22 décembre 1995 le présente comme un mouvement sectaire.

Cette thèse fait suite à deux premières enquêtes sur la conversion à ce nouveau mouvement religieux et à l'engagement en son sein. En master 1, Antoine a réalisé une enquête ethnographique sur la socialisation religieuse d'une néophyte, travail qui lui a donné l'occasion de constater que la population des fidèles de ce NMR en France est vieillissante. En master 2, il a choisi d'aborder la sociologie de la religion comme un élément charnière à de nombreux autres champs et a étudié le lien entre la croyance d'un pratiquant bouddhique Soka et sa trajectoire biographique. La mobilisation de données historiques et la réalisation d'une monographie lui ont permis d'identifier des évolutions progressives dans les représentations religieuses de certains membres de cette communauté. Ces changements trouvant notamment leurs origines dans des logiques générationnelles, la thèse d'Antoine se propose d'étudier, par voie ethnographique, une part de « la jeunesse Soka » ainsi que l'actualisation de ses représentations religieuses.

Anaïs Hachet

Anaïs Hachet débute sa thèse intitulée « *Apprendre à boire : la socialisation à l'usage d'alcool entre promotion, répression et prévention* » au CENS, sous la direction de Pascale Moulévrier et Nicolas Rafin. Cette thèse est cofinancée par l'URAA en collaboration avec l'ARS des Pays de la Loire.

Suite à son mémoire de master 2 portant sur les usages et fonctions sociales des substances psychoactives par les travailleurs saisonniers du milieu de l'hôtellerie-bar-restauration, elle a décidé d'approfondir ses recherches sur l'alcool. Lors de son enquête, l'usage de cette substance s'est révélé prépondérant et ses fonctions multiples. D'un simple produit récréatif consommé à l'occasion de festivités jusqu'à un facteur essentiel d'intégration, l'alcool peut aussi endosser le rôle de remède pour supporter les débordements de la veille et de moteur afin de maintenir le rythme effréné de l'été. Malgré les actions de prévention, les conséquences de la prise de ce type de substance psychoactive restent sous-estimées dans ce milieu jeune et festif, ce qui a éveillé la curiosité d'Anaïs pour la construction sociale du rapport à l'alcool et son évolution au gré des âges de la vie, notamment face aux discours contradictoires.

Le rapport à la terre, la possession d'une cave et sa transmission générationnelle, le poids du lobbying local des viticulteurs et les différentes festivités organisées par ces derniers font de la région des Pays de la Loire un territoire historiquement, culturellement, économiquement et socialement enclin à la consommation d'alcool. Anaïs s'engage plus particulièrement dans une sociologie de la socialisation, en entreprenant dans un premier temps une investigation auprès des consommateurs pour comprendre qui boit et quels sont les divers modes de consommation, pour ensuite, dans un second temps, replacer les trajectoires sociales dans les processus de socialisation à la consommation d'alcool. Différents espaces de socialisation seront appréhendés tels que la famille, l'école, le sport et le travail, afin de mieux comprendre les trajectoires des individus qui boivent et la construction de leurs représentations, ces espaces permettant d'aborder la question générationnelle.



zoom sur les jeunes chercheurs

Les nouveaux doctorants du CENS

Marick Fèvre



Marick Fèvre intègre le CENS et commence une thèse intitulée « La santé à l'épreuve de la création d'entreprise » sous la direction d'Annie Dussuet.

Marick est salariée en tant que responsable prévention dans une mutuelle depuis 15 ans. Sa thèse, financée par son employeur, a pour objectif d'explorer le phénomène social que constitue l'essor de la création d'entreprise en France et ses effets sur la santé de ces entrepreneurs.

La création d'entreprise en France ne saurait se résumer aux « jeunes pousses » affichant des levées de fonds à plusieurs millions d'euros ni aux travailleurs « ubérisés ». En 2018, 691 300 entreprises ont été créées, soit 100 000 de plus qu'en 2017, ce qui constitue un record. Elles se répartissent entre micro-entreprises (45 %), entreprises individuelles classiques (26 %) et sociétés (29 %). Face au discours sur la « start-up nation », qui fait de la création d'entreprise un remède miraculeux censé assurer la croissance, créer de

l'emploi, favoriser l'innovation, se dresse pourtant le double constat d'un taux de survie à trois ans de moins de 30 % et d'un revenu moyen des entrepreneurs de 440 euros net par mois. Ceux-ci ne disposent par ailleurs pas de protection en matière de santé puisqu'à l'absence de médecine de travail s'ajoute une carence réglementaire en matière d'accidents de travail et de maladies professionnelles, de couverture en cas d'arrêt de travail et de constitution de retraite.

Derrière la figure mythifiée et héroïque de l'entrepreneur se dissimule un parcours entrepreneurial entravé par les difficultés, conditionné à l'acquisition de connaissances et compétences nécessaires à la réussite, ce qui implique de détenir un capital économique, social et culturel. La place de la santé, premier capital immatériel de l'entrepreneur, requiert une attention spécifique et constitue l'objet même de la recherche de Marick. En effet, les profils des créateurs d'entreprise sont extrêmement hétérogènes (femmes, immigrés, jeunes sans diplôme, seniors...) et peuvent présenter des degrés de vulnérabilité variés : les conditions d'activité professionnelles exacerbées par des trajectoires individuelles antérieures souvent douloureuses ont fait de la création d'entreprise le creuset d'un accroissement des inégalités sociales. Pris en étau entre des injonctions normatives dont l'entreprise de soi n'est pas la moindre, l'acteur social qu'est le créateur d'entreprise voit ses conditions de vie bouleversées par son engagement dans une activité entrepreneuriale survalorisée.

Saskia Meroueh

Après un mémoire de master 1 consacré à l'étude ethnographique de l'organisation familiale et économique de cirques traditionnels (2016-2017), puis un mémoire de master 2 sur les tatouages comme pratique mémorielle à la suite des attentats (2018-2019), Saskia Meroueh intègre le CENS et commence une thèse intitulée provisoirement « Les enfants du spectacle en France. Catégorisations, hiérarchisations et socialisation par le travail », sous la direction de Marie Cartier et Martine Court, et financée par un contrat doctoral de l'ENS.

La thèse qui débute aura pour objectif de mettre au jour les cadrages économiques, moraux et juridiques d'espaces légitimes du travail enfantin dans une économie développée ainsi que les effets socialisateurs de ce travail sur les enfants. En effet, alors que les enfants ont progressivement été éloignés de la sphère productive dans la société française, du fait de l'amélioration des niveaux de vie, de l'allongement de la scolarité obligatoire ou encore de la diffusion de nouvelles normes de puériculture, certains font toujours l'objet d'usages économiques et ont accès à des espaces de professionnalisation précoce, notamment dans les arts du spectacle où ils peuvent bénéficier de dérogations à l'interdiction du travail des enfants. Le dispositif d'enquête croisera une analyse d'archives, à partir de documents du ministère du Travail et de l'École des Enfants du spectacle, et trois terrains ethnographiques socialement contrastés, les enfants circassiens, comédiens et youtubeurs, afin d'étudier des mises au travail différenciées ainsi que les luttes de définition autour de ces activités lucratives plus ou moins considérées comme du « travail ». Pour enquêter sur les enfants travailleurs dans la société française contemporaine, les outils et apports de deux champs habituellement éloignés, la sociologie du travail et la sociologie des enfants, seront mobilisés conjointement. Du côté de la sociologie du travail, la thèse contribuera à la compréhension d'une forme atypique de mise au travail qui ne s'inscrit pas dans les normes de contractualisation classiques ; du côté de la sociologie des enfants, elle visera à étudier ce que le travail fait aux enfants et comment ces derniers eux-mêmes vivent cette professionnalisation.





Interview de Martine Mespoulet



En partenariat avec l' AISLF, le CENS organise à Nantes, du 12 au 14 décembre 2019, un colloque international intitulé « Penser les frontières, passer les frontières ». À cette occasion, Martin Manoury, doctorant au CENS, a rencontré Martine Mespoulet, trésorière de l'association et membre du CENS, à l'initiative de cet événement qui réunira près de 200 intervenants.

Pouvez-vous nous dire quelques mots pour présenter l' AISLF ?

l' AISLF, c'est l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, elle a été créée en 1958 par Georges Gurvitch et Henry Jeanne, pour défendre une francophonie qu'ils appelaient « active » dans le domaine de la sociologie. C'est la plus vieille association de sociologie en France, elle avait pour ambition de réunir tous les sociologues parlant français, même issus de pays où la langue nationale n'était pas le français. Elle édite la revue en ligne « *SociologieS* », et accueille un réseau d'écoles doctorales, le RéDoc, qui organise chaque année une université d'été sur des thématiques qui favorisent les échanges Nords/Suds.

Comment est venue cette idée de colloque international ?

Comme c'est une association internationale, pour organiser les activités de l'association, il y a des réunions de bureau, deux fois par an, dans des pays différents, et des colloques sont organisés à cette occasion. Le prochain bureau va se réunir à Nantes, en décembre. Je me suis dit que, pour le CENS, ça pouvait être une bonne occasion de faire un gros colloque international, en lien avec l' AISLF. Il y a eu discussion au conseil du laboratoire, et ça a été accepté.

Quels sont les intérêts pour un laboratoire d'organiser un tel événement ?

D'abord, d'organiser un gros colloque international.

..qui est aussi un critère pour son évaluation ?

Exactement oui, puisque maintenant le CENS est une UMR CNRS, l'injonction à l'internationalisation est encore plus forte. Donc c'était l'occasion d'organiser un gros colloque international avec une part de chercheurs étrangers non négligeable, à la fois comme communicants, discutants, ou présidents de séances. Et puis effectivement, c'est l'occasion de donner plus de visibilité au CENS, que le CENS apparaisse à la hauteur de ce qu'il est, comme un grand laboratoire en sociologie.

Quelles sont les intérêts scientifiques d'un tel événement ?

Quand on est habitué à travailler sur des pays différents, on se rend compte que la sociologie que nous faisons en France n'est pas forcément partagée dans d'autres pays, ni dans les concepts ni dans les méthodes. On peut avoir les mêmes objets, mais avec des approches différentes, tout en étant d'ailleurs complémentaires. Donc l'intérêt avec une association internationale c'est qu'on est confrontés à des collègues qui ne travaillent pas forcément comme nous sur

des mêmes objets ou des objets similaires. Cela permet à la fois de confronter différentes manières de travailler, puis de nouer des relations de collaborations scientifiques.

Comment fut choisi le thème des « frontières » ?

Il a été choisi en conseil de laboratoire. L'idée c'était : « Qu'est-ce qu'on pourrait prendre comme thématique qui soit suffisamment large pour qu'il y ait à la fois des doctorants, des chercheurs, et qu'ils viennent de différents pays ? » La thématique des « frontières » permet à un maximum de gens de s'y retrouver. On l'a soumis pour avis à l' AISLF parce qu'on est en partenariat, en collaboration. Ça a été salué comme une bonne initiative.

Parmi les axes proposés, toute une partie concerne les frontières naturelles, donc c'est un colloque qui invite au-delà des sciences sociales ?

Tout à fait, et notamment la frontière « humain/non-humain ». La conférence introductive de Miriam Ticktin portera là-dessus. Avec les préoccupations environnementales actuelles, la frontière « humain/non-humain » est une thématique qui émerge et qui va se développer.

En plus des quatre axes qui structurent l'événement, il y a les tables rondes, l'atelier doctorants et l'atelier international. Pourquoi avoir choisi ce découpage ?

Il y a plusieurs raisons. D'abord on a des doctorants au comité d'organisation, ils sont trois. On leur a demandé leur avis, et c'est eux qui ont pris en charge l'organisation. L'idée de présenter le RéDoc et les possibilités qu'il permet (thèse en co-tutelle, nouer des relations scientifiques avec des doctorants à l'étranger, faire un terrain éventuellement de quatre mois ou six mois pourquoi pas, et puis pour parler du post doctorat). On s'est dit que c'était mieux de l'identifier par un atelier qui lui serait dédié.

Il y a aussi une table ronde sur « les frontières du social », une autre sur « les frontières du corps », qui intègrent toutes deux des acteurs de la société civile. Il y aura aussi le jeudi soir un spectacle de danse d'une troupe montée par des sociologues, suivi d'un temps d'échange avec la salle pour montrer l'intérêt de cette forme d'expression en sociologie. Et puis il y a un workshop, le samedi matin, sur l'internationalisation de la recherche en sciences sociales de manière générale. Il est ouvert à tous. Ce qu'on attend, c'est que les gens qui viendront rentrent dans l'échange sur quel est l'intérêt de l'international pour la recherche en SHS. Parce qu'il y a cette injonction qui est donnée à tous les laboratoires, notamment aux laboratoires CNRS : quel est l'intérêt et quelles en sont les limites ?

L'Association Internationale des Sociologues de la Langue Française

Membres : 1 900 membres

Président actuel : Marc-Henry Soulet (Université de Fribourg)

Un bureau de 15 personnes se renouvelant tous les 4 ans.

AISLF est membre de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), et Association Internationale de Sociologie (ISA).

Une revue : *SociologieS*

Un réseau d'école doctorale (RéDoc)

Publications

Ouvrages

Cartier M., Coutant I., Masclet O., Siblot Y., *The France of the little-middles: a suburban housing development in Greater Paris*, paperback, New York, Berghahn books, 2019, 224 p.

Géraud Lafarge,

Les diplômés du journalisme. Sociologie générale de destins singuliers, Rennes, PUR, coll. « Res Publica », 2019, 287 p.



Le journalisme est un secteur qui semble touché par une crise durable, massive et double. Une crise économique qui ne cesse de réduire le nombre et la taille des rédactions. Une crise symbolique avec une défiance croissante envers une profession dont les membres et les productions sont contestés et rejetés parfois violemment. La critique de professionnels formatés et d'un monde où la diversité sociale n'a pas sa place vient la renforcer. Pourtant les formations au métier de journalistes se multiplient et les vocations sont nombreuses.

Porter une attention particulière aux propriétés et trajectoires sociales des étudiants en école de journalisme comme le fait cet ouvrage qui s'appuie sur une enquête statistique et des entretiens permet de sortir de ces paradoxes et de mettre en lumière les conditions sociales de l'entrée et du maintien dans la profession de journaliste. Si la raréfaction des postes combinée à la course au diplôme tend à accroître la sélection à l'entrée, c'est à un espace hiérarchisé de formations que sont confrontés les prétendants au métier dont les exigences sont aussi celles de la reproduction sociale du groupe familial. Les ressources décisives pour l'entrée dans ces écoles (économique, culturelle mais aussi sociale), le sont aussi pour les carrières professionnelles qui confirment la hiérarchie de ces établissements. Ces différences se retrouvent dans les trajectoires singulières vécues par les étudiants montrant la nécessité sociale derrière la singularité des carrières individuelles. Ces évolutions traduisent l'institutionnalisation croissante de cet univers a priori incertain qu'est le champ journalistique.

Direction de numéro de revue

Avril C., **Cartier M.**, Siblot Y., « Genre et classes populaires au travail », *Sociologie du travail*, vol. 61, n° 3, sept. 2019.

Articles dans des revues à comité de lecture

S. Aouani, **S. Orange**, et F. Renard, « Les ressources de la proximité. Capital d'autochtonie et engagements locaux des jeunes femmes d'origine populaire et rurale », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, 2019, p. 167-189.

C. Auzuret, « La mesure de la pauvreté : approches et enjeux socio-économiques », revue *Interrogations ?*, vol. Autour du déni, n° 28, juin 2019. <https://www.revue-interrogations.org/La-mesure-de-la-pauvrete-approches>

C. Avril, **M. Cartier**, et Y. Siblot, « Saisir les dynamiques de genre en milieu populaire depuis la scène du travail subalterne. Introduction », *Sociologie du travail*, vol. 61, n° 3, sept. 2019. <https://journals.openedition.org/sdt/21148>

R. Bodin et S. Orange, « Déjouer les pronostics scolaires et les destins sociaux. Sur quelques représentations et usages de la filière Staps », *Sciences sociales et sport*, vol. 14, n° 2, 2019, p. 31-49.

R. Bodin et S. Orange, « La gestion des risques scolaires. "Avec Parcoursup, je ne serais peut-être pas là" », *Sociologie*, vol. 10, n° 2, 2019, p. 217-224.

O. Crasset, « La pensée bien charpentée ; À propos de : Arthur Lochmann, La vie solide. La charpente comme éthique du faire, Payot », *La Vie des idées*, oct. 2019. <https://laviedesidees.fr/la-vie-solide-lochmann.html>

H. Desfontaines, « Le "sens marin" : comment devient-on marin-pêcheur ? », *Revue des sciences sociales*, n° 62, 2019, p. 42-49.

M. Guérin et E. Latimier, « Analyse d'une situation en classe Cned-Efiv. Quelle qualification professionnelle après un dispositif spécifique de scolarisation ? », *Études Tsiganes*, vol. Scolarisation des enfants « du voyage » Des politiques aux pratiques, n° 65-66, 2019, p. 204-225.

É. Guillaud et J. Mengneau, « Un détour par la bande dessinée. Retour sur des expériences d'apprentissage de la sociologie en licence », *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie*, n° 14, mai 2019. <https://journals.openedition.org/socio-logos/4220>

K. Lamarche, « "Si grand-père savait..." Le recours des Israéliens ashkénazes aux nationalités européennes de leurs ascendants », *Genèses*, vol. 116, n° 3, 2019, p. 27-48.

C. Lamoureux, « Le grand show du sport-spectacle. Les avatars du catch à la télévision : France, États-Unis (1958-2018) », *Ethnologie française*, vol. 175, n° 3, 2019, p. 477-492.

G. Lecomte-Ménahès, « La prévention de la désinsertion professionnelle : l'articulation de la prévention des risques professionnels et de la protection sociale », *Droit social*, n° 11, novembre 2019, p. 914-920.

Chapitres d'ouvrages

Marie David, « Numérisation et savoirs à l'université : le cas de pratiques collaboratives étudiantes », in George E. (dir.), *Numérisation de la société et enjeux sociopolitiques*, Iste Éditions, vol. 1, Londres, 2019, p. 189-199.

S. Galand et J. Michel, « Entre co-construction, appropriation et émancipation : les enjeux d'une recherche collaborative Twin CIFRE », in Ballon J., Le Dilaosquer P-Y., Thorigny M. (dir.), *La recherche en action : quelles postures de recherche ?*, ÉPURE-Éditions et Presses universitaires de Reims, 2019, p. 85-100.

S. Orange et S. Vignon, « Que des ploucs, des bouseux et des péquenots ? », in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales pour des savoirs résistants*, Paris, La Découverte, 2019, p. 864-873.

T. Poullaouec, « Salariat étudiant et rapport aux études en premier cycle universitaire », in Feres B., Giret J-F., Tenret E., *Regards croisés sur les expériences étudiantes : l'enquête Conditions de vie 2016*, Observatoire de la vie étudiante, Paris, La Documentation française, 2019.



Agenda

Séminaire Impromptus du CENS

3 octobre 2019

Cédric Lomba (CRESPPA-CSU), **La restructuration permanente de la condition ouvrière : de Cockerill à ArcelorMittal**, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2018

28 novembre 2019

Swanie Potot (URMIS), **Nous les Tsiganes, ou les Roms, comme vous dites, vous**, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018

9 janvier 2020

Michael Burawoy (UC Berkeley Sociology), **Conversations avec Bourdieu**, Paris, Éditions Amsterdam, 2019

30 janvier 2020

Gabrielle Schütz (PRINTEMPS), **Jeunes, jolies et sous-traitées : les hôtesse d'accueil**, Paris, La Dispute, 2018

28 mai 2020

Gérald Gaglio (GREDEG), **Du neuf avec des vieux ? : Télémédecine d'urgence et innovation en contexte gériatrique**, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2018

Les ficelles de la thèse

20 février 2020

Clémence Perronnet (Centre Max Weber, UMR 5283), « Les sciences vues par la sociologie de la culture : conceptualiser et saisir par l'enquête les rapports aux sciences »

26 mars 2020

Samuel Coavoux (Centre Max Weber, UMR 5283), « Observer l'écoute musicale. Enjeux et limites de l'usage des traces de l'activité en ligne pour la sociologie la culture »

4 juin 2020

Fatiha Kaoues (GSRL, UMR8582), à propos de ses recherches sur les conversions au protestantisme évangélique dans le monde arabe

Séminaire Chantiers de recherche

21 novembre 2019

Annie Dussuet, Clémence Ledoux, « Quelle place pour le travail de care dans la mise en œuvre de l'APA au niveau départemental ? »

23 janvier 2020

Ludivine Balland, Tristan Poullaouec, « Professeurs des écoles : les espoirs des appelés. Enquête auprès des étudiants de l'ESPE de Nantes »

6 février 2020

Konstantin Shorokhov, « La Croix-Rouge et la lutte contre la pauvreté : quelle action dans la Russie actuelle ? »

5 mars 2020

Charlotte Birks, « La naturalisation d'un usage arbitraire dans la fabrique des parcs verts de loisirs »

2 avril 2020

Marie Cartier, Marion David, Estelle d'Halluin, Nicolas Rafin, « La proscription des « châtiments corporels » à visée éducative : une évolution irrésistible ? »

7 mai 2020

Mélodie Renvoisé, « Enjeux de la mixité en prison. Approches sociohistorique et ethnographique »

11 juin 2020

Estelle Gridaine, « Les enjeux de la transformation de soi : le cas du traitement de l'obésité »

Journée d'études interdisciplinaire

22 novembre 2019

« **Enjeux de construction, de diffusion et d'utilisation de la nomenclature PCS 2020** », organisée par PROGEDO-Loire, ESO, CENS, Amphi A et Hall du bâtiment Tertre

Séminaire invité

9 décembre 2019

Miriam Ticktin, anthropologue à la New School for Social Research (NYC), « **Au-delà de l'innocence : le féminisme, les frontières et le commun** », Salle T046 Bâtiment Tertre

Soutenances de thèse

24 octobre

Konstantin Shorokhov : « La Croix-Rouge et la lutte contre la pauvreté en Russie. Construction de l'aide dans une région »

9 décembre

Charlotte Birks : « Des friches aux parcs. La loisirification des espaces verts »

11 décembre

Shani Galand : « Quand les Centres Sociaux et Socioculturels accompagnent le vieillissement. Enjeux et effets des réponses contemporaines d'un vieillir en santé. »